

## **Lettre ouverte au président de la République, à la ministre de la Culture et au ministre du Travail**

Paris, le 7 octobre 2013

Monsieur le président de la République,  
Madame la ministre de la Culture,  
Monsieur le ministre du Travail,

Comme de nombreux autres techniciennes et techniciens du cinéma, nous ne comprenons pas l'attitude du gouvernement qui, après avoir pris la décision d'étendre la convention collective du cinéma le 1<sup>er</sup> octobre 2013, menace à présent de suspendre cette extension.

Nous sommes déterminés à ne pas laisser détruire l'accord conventionnel du 19 janvier 2012 par d'opaques négociations de dernière minute visant, sous couvert « d'améliorations », à faire porter sur les salaires les problèmes de sous-financement du cinéma. Nous attendons depuis de trop nombreuses années l'application d'un texte qui garantisse à tous les salariés du cinéma des conditions de travail décentes.

Il ne saurait être question d'accepter le saucissonnage du cinéma : celui des riches, celui des moins riches, celui des pauvres, en le découpant en tranches salariales. La pérennisation de ce système entraînerait inéluctablement la paupérisation de l'ensemble des cinéastes et techniciens qui travaillent sur ces films dits « sous-financés ». Nos rémunérations sont celles de nos métiers et de nos compétences, elles ne doivent pas être établies en fonction des budgets. L'« art » ne peut servir de prétexte pour nous imposer des conditions de travail au rabais qui tirent toute la production vers le bas.

Il est urgent que le gouvernement entende la voix de tous ceux, réalisateurs, techniciens, ouvriers, qui veulent vivre de leur métier et contribuer au dynamisme du cinéma français dans toute sa diversité.

Le conseil d'administration des Monteurs associés